

Entreprises - L'échange d'informations entre administrations facilité

La faillite est un outil de fraude

L'affaire Dutroux a enseigné qu'une mauvaise communication entre autorités publiques pouvait avoir des conséquences très néfastes. C'est également vrai dans le domaine économique. Alain Zenner, commissaire du gouvernement chargé de la simplification des procédures fiscales et de la lutte contre la grande fraude fiscale rencontré, ce jeudi, les présidents de tribunaux de commerce, des curateurs et des membres du parquet.

Le but de la rencontre était de mettre en place des mécanismes destinés à éviter que la procédure de faillite soit détournée de sa finalité. *Des délinquants utilisent cette procédure pour se débarrasser de sociétés écran destinées à occulter leurs opérations, explique Alain Zenner. Une meilleure communication entre les autorités publiques doit permettre de lutter contre ces pratiques.*

Concrètement, le commissaire souhaite faciliter la transmission de renseignements entre les autorités fiscales et les tribunaux de commerce, habilités à prononcer les faillites, notamment en permettant l'envoi des données par e-mail. Par exemple, un retard de paiement de la TVA ou des cotisations sociales peut être un indice de fraude ou de graves difficultés financières, entraînant le dépôt de bilan.

Si l'administration communique de manière rapide et claire des défauts de paiement, les services de dépistage des faillites des tribunaux de commerce peuvent intervenir plus rapidement. Une intervention rapide peut parfois permettre éviter la faillite, en ouvrant une procédure de concordat, destinée à permettre le redressement de l'entreprise. Lorsque la faillite est déclarée suffisamment tôt, le passif peut être limité et le risque de faillites en cascade diminue.

Le gouvernement souhaite également introduire, dès l'an prochain, un numéro d'identification unique, pour les entreprises. Actuellement, chaque entreprise est enregistrée sous plus de 70 numéros (TVA, registre de commerce, etc.).

Ce numéro unique s'accompagnera de la mise en place d'une banque carrefour des entreprises, c'est-à-dire une banque de données informatique qui centralisera les renseignements actuellement disséminés dans les greffes des tribunaux et au Moniteur belge. Cette banque permettra également de consulter aisément les comptes annuels des sociétés, déposés à la Banque nationale.

BERNARD DEMONTY